



Assemblée générale

Distr. générale
11 octobre 2013
Français
Original : espagnol

Soixante-huitième session

Points 16, 21 b), 27 b) et 55 de l'ordre du jour

Les technologies de l'information et des communications au service du développement

Mondialisation et interdépendance : science et technique au service du développement

Développement social : développement social, y compris les questions relatives à la situation sociale dans le monde et aux jeunes, aux personnes âgées, aux personnes handicapées et à la famille

Questions relatives à l'information

Lettre datée du 8 octobre 2013, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Costa Rica auprès de l'Organisation des Nations Unies

À l'issue du Sommet mondial sur la jeunesse organisé à San José, du 9 au 11 septembre 2013, sous les auspices du Gouvernement costaricien et de l'Union internationale des télécommunications, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint copie du Document final du Sommet, intitulé « Déclaration du Costa Rica » (voir annexe). Je vous serais reconnaissant de bien vouloir en faire distribuer le texte à l'ensemble des membres de l'Organisation des Nations Unies, comme document de la soixante-huitième session de l'Assemblée générale, au titre des points 16, 21 b), 27 b) et 55 de l'ordre du jour.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Eduardo Ulibarri



**Annexe à la lettre datée du 8 octobre 2013 adressée
au Secrétaire général par le Représentant permanent
du Costa Rica auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : anglais et espagnol]

**Déclaration du Sommet mondial sur la jeunesse tenu
au Costa Rica en 2013**

Nous, participants au Sommet mondial sur la jeunesse, représentés ici à San José et en ligne, nous exprimant au nom des jeunes du monde entier, pleinement conscients de la place et du rôle uniques qui sont les nôtres dans un monde interdépendant en profonde mutation qui sera façonné par le programme mondial de développement pour l'après-2015, déclarons ce qui suit :

Nous, les jeunes, sommes en train de transformer le monde dans lequel nous vivons et représentons une force de progrès. Pour améliorer la démocratie, il est essentiel que nous puissions participer pleinement aux processus de prise de décisions. Nous demandons que soient définis d'urgence des objectifs quantifiables permettant d'évaluer le degré d'autonomisation des jeunes aux niveaux régional, national et international.

Nous exhortons les États Membres à mettre en place des structures de gouvernance plus souples, plus dynamiques, plus transparentes et plus ouvertes, qui permettent une participation plus active des citoyens.

Nous prônons l'ouverture et la transparence en ce qui concerne les données, l'information et les connaissances techniques, dans tous les domaines essentiels dans notre vie. La santé, l'engagement citoyen, la protection des utilisateurs des services en ligne, la protection de l'environnement et la réussite économique, tout cela nécessite de disposer d'un accès sans entrave au savoir que les technologies de l'information et des communications (TIC) mettent à la portée de tous. Permettre aux jeunes d'accéder à l'information, c'est stimuler directement leur autonomisation et promouvoir l'innovation à l'échelle mondiale.

L'innovation est la clef de voûte du nouveau programme mondial de développement. Les méthodes et systèmes du passé sont mal adaptés aux sociétés transformées et interdépendantes que nous connaissons aujourd'hui. Nous demandons aux États Membres et aux représentants de la société civile et du secteur privé d'encourager l'innovation pour construire l'avenir que nous voulons.

L'absence d'accès universel aux technologies, plateformes et dispositifs TIC dans le monde et aux infrastructures sur lesquelles ils s'appuient constitue un obstacle majeur. Les jeunes peuvent non seulement bénéficier de l'élargissement et de l'amélioration de cet accès mais aussi en faire connaître les avantages.

Nous demandons l'instauration d'un accès équitable et universel aux TIC, en particulier pour les femmes et les jeunes filles, ainsi que pour d'autres groupes marginalisés par la fracture numérique, et ce, pour les raisons suivantes (par ordre de priorité) :

Pour aller de l'avant :

- Nous engageons les gouvernements et les représentants de la société civile et du secteur privé à œuvrer de concert pour dispenser la formation et fournir les ressources dont les jeunes ont besoin pour innover et créer les entreprises et les activités de demain;
- Nous voulons avoir accès à l'éducation et échanger nos connaissances, quels que soient notre statut social ou nos moyens financiers;
- Nous avons besoin de méthodes nouvelles et novatrices pour éliminer les obstacles à l'emploi des jeunes et garantir à ces derniers un travail décent, gratifiant et épanouissant;
- Nous voulons que tous les étudiants puissent être formés aux TIC et avoir accès à ces technologies pour qu'ils puissent prendre en main leur destin sur les plans intellectuel, économique et politique;
- Nous demandons aux établissements d'enseignement de donner les moyens aux étudiants d'acquérir non seulement des connaissances théoriques, mais aussi un ensemble de compétences pratiques correspondant aux besoins du marché et tournées vers l'innovation, et qui leur permettent d'être compétitifs dans une économie numérique mondiale.

Pour changer le monde :

- Nous voulons nous faire entendre. Nous demandons aux États Membres d'adopter des méthodes qui facilitent les élections, l'ouverture et l'intégrité en ligne. Nous sommes convaincus que les administrations publiques seront ainsi plus accessibles et plus ouvertes et sauront mieux se faire comprendre de leurs administrés. Nous demandons en outre la création de mécanismes permanents axés sur les préoccupations des jeunes qui nous permettent de faire entendre nos voix à l'échelle locale, nationale et internationale;
- Nous sommes profondément préoccupés par la fracture entre les dirigeants et les jeunes citoyens. Faisons preuve d'inventivité dans l'utilisation des technologies de la communication pour nouer le dialogue avec ceux qui nous représentent;
- Nous voulons disposer d'espaces en ligne pour partager nos expériences et exprimer toute la richesse et la diversité de notre patrimoine culturel et de nos pratiques religieuses, nous voulons renverser les barrières érigées par l'intolérance et la peur, et bâtir des sociétés fondées sur la préservation du patrimoine culturel et sur le respect mutuel;
- Nous voulons trouver des moyens de passer du discours social au changement social, et de devenir des citoyens du monde plus responsables et plus engagés, notamment en soutenant vigoureusement le bénévolat au niveau local.

Pour respecter notre environnement :

- Nous voulons avoir un meilleur accès à des informations complètes et précises sur les questions environnementales et à des conseils sur les mesures que nous pouvons prendre pour protéger l'environnement, et nous voulons que ces informations soient plus largement diffusées;

- Nous engageons les États Membres à tirer parti des outils innovants utilisant les TIC pour l'alerte, l'information, la planification préalable et le relèvement en cas de catastrophe naturelle;
- Nous demandons que l'on réfléchisse d'urgence à des moyens d'employer plus largement et plus rationnellement les sources d'énergie renouvelables et durables et les sources d'approvisionnement alimentaire, ainsi qu'à des méthodes permettant d'en développer l'utilisation, en particulier dans le secteur agricole;
- Nous voulons un monde dans lequel nous n'aurions pas à choisir entre qualité de la vie et qualité de l'environnement, où les marchandises seraient produites de manière conforme à l'éthique et les ressources utilisées de façon durable, où les entreprises tiendraient compte de la nécessité de protéger l'environnement et où l'élimination des déchets d'équipements électriques et électroniques se ferait sans danger pour l'environnement;
- Nous engageons les États Membres, la société civile et les entreprises à soutenir résolument, par l'intermédiaire de mesures d'incitation et de récompenses, ceux qui choisissent d'avoir un comportement écologiquement responsable.

Pour promouvoir la sécurité :

- Nous avons conscience du fait que les nouvelles technologies présentent des avantages et des inconvénients et nous demandons à avoir accès à l'information, à l'éducation et aux moyens nécessaires pour sécuriser et protéger nos communautés en ligne. Nous prions instamment les établissements d'enseignement et les créateurs de contenus numériques de nous aider dans cette entreprise;
- Nous demandons que la liberté de parole, le droit d'association et le respect de la vie privée, qui sont des droits reconnus dans le monde réel, soient expressément étendus au monde virtuel;
- Nous exhortons les jeunes à agir et à se comporter de manière responsable en ligne et nous demandons que les structures sociales et éducatives nous guident dans cette entreprise;
- Nous préconisons l'adoption de politiques et de cadres efficaces et appropriés afin de protéger l'utilisation des données personnelles et la propriété intellectuelle et de décourager toute activité délictueuse en ligne.

Pour promouvoir la santé :

- Nous préconisons la mise en place de systèmes novateurs qui permettent aux personnes d'avoir accès à des informations sur les services de santé, y compris les services de santé mentale, pour que les soins soient plus accessibles, plus abordables et mieux acceptés;
- La géographie ne devrait pas être un obstacle aux soins de santé. Nous préconisons l'utilisation de technologies permettant de se connecter à distance pour bénéficier de soins de santé;
- Nous souhaitons disposer d'outils nous permettant d'être mieux informés sur les modes de vie sains et sur les problèmes de santé, qui nous aident à tenir

compte de ces informations dans nos comportements, en particulier dans les domaines de la santé sexuelle et procréative, et de faire face aux problèmes du handicap, en nous donnant notamment les connaissances nécessaires pour lutter contre la stigmatisation et la peur associées à de nombreuses maladies;

- Nous prônons la généralisation de systèmes utilisant les TIC pour diffuser et recevoir des informations concernant les catastrophes, les épidémies ou autres dangers qui menacent notre santé;
- Nous engageons les États Membres à donner aux jeunes les moyens d'élaborer des outils reposant sur les TIC qui permettront d'améliorer la prise en charge sanitaire tout en tenant compte des bonnes pratiques et de la bioéthique qui, aujourd'hui, font partie intégrante des systèmes de santé traditionnels.

En conclusion, nous engageons l'Organisation des Nations Unies, la communauté internationale et tous les États Membres à prendre en compte notre déclaration et à la traduire en actes. Nous invitons les jeunes du monde entier, en partenariat avec les dirigeants de la planète, à considérer le présent document, non comme un aboutissement, mais comme le point de départ d'un dialogue qui a vocation à se poursuivre. Les jeunes doivent faire partie intégrante du processus de développement pour l'après-2015 et s'employer à préserver le monde dans lequel ils vivront demain.
